



Note conceptuelle pour le Forum annuel Shandia 2024

Arrière-plan - Pourquoi nous avons créé la plateforme Shandia

En 2021, le GATC a lancé Shandia comme plateforme commune pour faciliter le financement direct des territoires des peuples autochtones et des communautés locales pour des actions qui luttent contre le changement climatique, conservent la biodiversité et soutiennent nos droits et notre développement autodéterminé. Les facteurs qui ont conduit à cette décision sont brièvement décrits ci-dessous :

Le monde est actuellement aux prises avec une convergence de crises, notamment un changement climatique irréversible, un effondrement accéléré de la biodiversité, des violations des droits humains et des inégalités croissantes. Ces défis ont de profondes implications pour la santé de notre planète ainsi que pour le bien-être et l'avenir de l'humanité.

Dans nos territoires, ces crises étroitement liées se traduisent par une pression accrue sur nos terres, territoires, ressources naturelles et tissu social, entraînant une dégradation de l'environnement, la pollution, l'accaparement des terres, les déplacements forcés, les attaques contre les défenseurs de l'environnement et des droits humains, la pauvreté et l'exode des jeunes. , entre autres. Pour ces raisons, nos peuples et nos communautés comptent parmi les groupes les plus marginalisés et les plus pauvres de nos sociétés respectives. Notamment, alors que les peuples autochtones ne représentent que 6,2 % de la population mondiale, nous représentons un nombre stupéfiant de 18,7 % des personnes extrêmement pauvres.¹

L'impact cumulatif sur nos terres, territoires et ressources naturelles rend de plus en plus difficile le maintien de nos pratiques traditionnelles de gestion durable et de nos systèmes de gouvernance, ainsi que la transmission des connaissances, pratiques et innovations traditionnelles aux générations futures.

Pourtant, nos peuples et nos communautés restent les protecteurs et les gardiens de vastes territoires traditionnels, qui abritent bon nombre des forêts et des écosystèmes intacts restants dans le monde et jouent un rôle vital dans la séquestration du carbone et la biodiversité. Par exemple, on estime que 36 % des forêts intacts restantes dans le monde et au moins 24 % du carbone aérien des forêts tropicales se trouvent sur les territoires des peuples autochtones. Les taux de déforestation sur les terres où les

¹ OIT, 2019 : *Mise en œuvre de la Convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples autochtones et tribaux : vers un avenir inclusif, durable et juste*, p. 13. Disponible [ici](#)



peuples autochtones disposent de droits fonciers garantis sont nettement inférieurs à ceux des zones hors de notre contrôle.² Ainsi, nous sommes des partenaires essentiels pour lutter contre le changement climatique, conserver la biodiversité, assurer le développement durable et responsabiliser nos peuples et nos communautés n'est pas seulement une question de justice et d'équité mais aussi un impératif stratégique.

La société mondiale mobilise des ressources pour réaliser l'Agenda 2030, l'Accord de Paris et le Cadre mondial pour la biodiversité. Pourtant, même si notre rôle est primordial, nous sommes confrontés à des obstacles importants pour accéder au financement des initiatives sur nos territoires.

Il n'y a pas de suivi systématique, mais Rainforest Foundation Norvège estime que le financement des droits fonciers et de la gestion forestière des peuples autochtones et des communautés locales représentait moins de 1 pour cent de l'aide internationale au développement climatique de 2011 à 2020.³ De plus, seule une petite fraction des fonds est allouée directement aux organisations dirigées par des peuples autochtones ou des communautés locales. Une enquête menée en 2022 auprès de 75 grandes organisations de peuples autochtones, réseaux nationaux et régionaux et mécanismes de financement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine a révélé que seulement 6 d'entre eux disposaient d'un budget supérieur à 1 million par an.⁴ Dans le cadre de l'engagement sur la tenure forestière de 2021, qui vise explicitement à accroître le soutien direct aux peuples autochtones et aux communautés locales, ce n'est que 2,1% du financement décaissé jusqu'à présent, qui est alloué directement à une organisation dirigée par nos peuples ou communautés⁵.

La plupart des fonds destinés aux peuples autochtones et aux communautés locales sont acheminés via des agences multilatérales, des gouvernements, des ONG internationales et d'autres soi-disant « intermédiaires ». Par exemple, dans le cadre du Forest Tenure Pledge de 2021, environ 50 % du financement total est acheminé via des ONG internationales. Un examen des projets financés par la Norvège de 2021 à 2023 dans un but lié à l'engagement a révélé un seul projet dont le financement est allé directement à une organisation autochtone, représentant 0,19 % du budget examiné.⁶

Les coûts de transaction de cette approche indirecte du financement ne sont pas connus, mais en tant qu'Alliance mondiale des communautés territoriales, nous pouvons affirmer que nos organisations et nos communautés restent sous-financées au milieu des crises entrelacées auxquelles nous sommes confrontés.

² Voir les données du [Institut des ressources mondiales](#)

³ Rainforest Foundation Norvège, 2021 : *Échouer*. Disponible [ici](#)

⁴ Charapa 2022 : *Diriger les fonds vers les droits*, p. 31. Disponible [ici](#)

⁵ Voir le rapport annuel 2021-22 du Forest Tenure Funders Group, p. 9. Disponible [ici](#)

⁶ Collecte de données GATC/Shandia 2023, publication à venir.



De plus, là où le financement est disponible, il est souvent à court terme, compétitif et imprévisible, déterminé par l'offre plutôt que aligné sur nos priorités autodéterminées. Dans de nombreux cas, le financement est soumis à des règles et procédures complexes qui sont souvent prohibitives pour nos organisations et ne soutiennent pas la transparence et la responsabilité envers les communautés.

Les donateurs ont tendance à ignorer la capacité organisationnelle de nos organisations et nous sommes souvent exclus du dialogue entre les donateurs et les organisations dites intermédiaires. Ainsi, nos droits fondamentaux à la participation à la prise de décision et au consentement libre, préalable et éclairé ne sont pas respectés. Cela a des implications négatives pour l'autodétermination, l'appropriation institutionnelle, la capacité et l'autonomisation de nos organisations et communautés. Ce sont les raisons pour lesquelles nous avons créé la plateforme Shandia.

Nouveaux défis et contexte politique du Shandia Forum 2024

Depuis que l'asymétrie entre notre importance dans la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité et les ressources allouées aux PA&CL a gagné du terrain sur la scène mondiale grâce au plaidoyer des PA&LC, nous avons observé certains progrès dans ce scénario. Selon le rapport publié en avril 2024 par la Rights and Resources Initiative et Rainforest Foundation Norvège⁷, les ressources investies à cet effet s'élèvent en moyenne à 517 millions de dollars par an depuis 2020, ce qui représente une augmentation d'environ 36 % par rapport aux quatre années précédentes. Une part importante de cette croissance est attribuée aux investissements réalisés par le Forest Tenure Funders Group (FTFG), responsables de 72 % de l'augmentation, confirmant l'importance de l'engagement établi en 2021 lors de la COP26. Un autre développement positif est que les ressources destinées à garantir nos droits territoriaux ont également augmenté dans toutes les régions analysées dans le rapport.

Un an plus tard, lors de la COP 27, à Charm el-Cheikh, le Partenariat des leaders forestiers et climatiques (FCLP) a été créé, visant à accroître les engagements des gouvernements du Nord envers les pays du Sud en faveur de l'expansion de l'action politique en faveur des forêts, de l'utilisation des terres et les politiques climatiques. L'une des priorités convenues du FCLP est de mieux collaborer avec les organisations de PA&CL à l'échelle mondiale et pour cela, l'une des principales stratégies a été de créer la Plateforme de dialogue pour les PA&LC, qui a été lancée lors de la COP28 et dans laquelle les GéorgieTC est un acteur central.

⁷ Initiative sur les droits et ressources et Fondation Rainforest Norvège. « État du financement des droits fonciers et de la tutelle forestière : financement des donateurs pour les peuples autochtones, les communautés locales et les peuples d'ascendance africaine dans les pays forestiers tropicaux (2011-2023). » 2024.



En outre, il est également important de souligner le lancement du Fonds-cadre mondial pour la biodiversité (GBFF) en août 2023 sous l'égide du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Visant à atteindre les objectifs fixés par le Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal lors de la COP15 de la CDB, le GBFF avait initialement promis 211 millions de dollars, y compris un engagement non contraignant selon lequel 20 % des ressources seraient allouées à des projets liés aux PA&LC. Dans son premier programme de travail, le GBFF a alloué **37,8 millions de dollars** pour le développement de trois projets au Mexique, au Gabon et au Brésil.

L'accès à ces données en lui-même représente également un progrès, résultat d'un effort collectif des bailleurs de fonds, des organisations de PA&LC, des institutions multilatérales et bilatérales et des gouvernements pour accroître la transparence des ressources destinées aux PA&LC. Parmi ces initiatives, la Feuille de route de Paris se distingue par son travail visant à construire un cadre commun pour suivre les fonds destinés aux peuples autochtones, dans lequel le GATC joue un rôle central.

Même si de tels progrès méritent sans aucun doute d'être célébrés, il reste encore beaucoup à faire en matière de changements systémiques visant à garantir efficacement nos cinq revendications. En ce sens, certaines données critiques doivent être soulignées sur l'état actuel du financement adressé aux PA&LC.

On estime qu'au moins **10 milliards de dollars** doit être investi d'ici 2030 pour reconnaître les droits territoriaux sur environ 400 millions d'hectares dans 18 pays critiques afin de respecter les engagements en matière de lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité. Même avec les récentes initiatives et engagements, nous sommes encore loin d'atteindre ce montant et les inégalités historiques entre les pays du Nord et ceux du Sud rendent ce chemin encore plus difficile. Par exemple, les pays ayant des déficits importants dans la reconnaissance des droits territoriaux ne reçoivent pas de ressources proportionnelles pour résoudre cette question cruciale. C'est particulièrement le cas de **L'Indonésie et le Cameroun, qui représentent 36% des territoires non reconnus** dans le monde entier, mais ne reçoivent qu'environ **9% du financement** dans ce but.

Concernant les moyens déjà mis en œuvre, les données les plus récentes⁸ montre qu'au cours des 13 dernières années, **140 projets** a reçu plus de la moitié de toutes les ressources investies pour les IP&LC. Ces projets sont généralement mis en œuvre par des gouvernements, des institutions multilatérales, de grandes sociétés de conseil et des organisations internationales de conservation et ont tendance à être à long terme, bénéficiant de **dizaines à 100 millions de dollars**. À l'opposé se trouvent les fonds

⁸ Initiative sur les droits et ressources et Fondation Rainforest Norvège. « État du financement des droits fonciers et de la tutelle forestière : financement des donateurs pour les peuples autochtones, les communautés locales et les peuples d'ascendance africaine dans les pays forestiers tropicaux (2011-2023) »



reçus par nos organisations, généralement répartis dans des projets à court terme et recevant des montants beaucoup plus faibles - entre **30 000 \$ et 50 000 \$**.

Cette asymétrie persiste malgré **multiplication des mécanismes IP&LC**. Sous l'égide de Shandia, c'est admirable le travail de **Fonds Territorial Mésoaméricain (FTM)**, qui, dans son premier cycle de projets jusqu'en 2022, a investi **600 000 \$** soutenir **10 projets** dans **six pays différents**, atteignant **16.952** personnes. C'est aussi le cas de **Archipel**, qui a soutenu jusqu'à **157 initiatives** dans **32 provinces d'Indonésie**, s'adressant **948,142 \$** aux communautés autochtones en un peu plus d'un an d'existence. Également sous l'égide de Shandia, il est important de souligner que le **Articulation des peuples autochtones du Brésil (APIB)** et le **Réseau des communautés autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPALEAC)** sont en train de créer leur **propres mécanismes** aller de l'avant avec le financement direct des PA&LC au Brésil et dans le bassin du Congo.

Tous ces progrès pourraient atteindre une autre ampleur si les ressources nécessaires étaient allouées aux mécanismes dirigés par les PA&LC. De nos jours, le **la demande de soutien des initiatives communautaires est bien plus importante que les ressources disponibles**. Il est estimé que **seulement 30% des projets reçus**⁹ par les mécanismes IP&LC sont financé, faute de moyens. Ces données sont corroborées par des rapports élaborés par les bailleurs de fonds : par exemple, le FTFG¹⁰ a déclaré dans son dernier rapport que, même si le montant total du financement direct a augmenté en 2022, **seulement 2,1%** des ressources allouées sont allées aux organisations dirigées par les IP&LC, **proportionnellement moins que les 2,9% de 2021**.

La situation est encore plus grave si l'on parle de groupes historiquement marginalisés. Compte tenu des ressources destinées aux femmes et aux filles, **seulement environ 1,4%** de tous les budgets philanthropiques adressés dans le monde ont été alloués à **Femmes autochtones** entre 2016 et 2020, principalement mis en œuvre par des organisations non autochtones¹¹.

En matière de transparence, nous avons encore un long chemin à parcourir pour assurer un suivi efficace des ressources allouées aux PA&LC, en particulier celles exécutées par financement direct. Les multiples formes de responsabilité des bailleurs de fonds et des organisations intermédiaires, ainsi que les différentes compréhensions de la notion de financement direct elle-même, représentent des défis importants. Relever ces défis nécessitera un effort collectif considérable de la part des différentes parties prenantes.

⁹ Tortue

¹⁰ Groupe des Peuples Autochtones et des Communautés Locales sur la Tenure Forestière. « Engagement des peuples autochtones et des communautés locales en matière de tenure forestière : rapport annuel (2022-2023) » (2023)

¹¹ Bailleurs de fonds internationaux pour les peuples autochtones et Foro Internacional de Mujeres Indígenas 2024 « Leaders and Stewards : Global Analysis of Funding to Indigenous Women » (2024)



Par conséquent, notre point de vue est que, Même si les raisons pour lesquelles le GATC a créé la plateforme Shandia font désormais l'objet d'un consensus politique, cela ne signifie pas que les objectifs de Shandia ont été atteints. Au lieu que les PA&LC prennent la tête de ce processus et que le financement direct soit effectivement renforcé, les données disponibles montrent le renforcement des

soi-disant intermédiaires et un climat de concurrence pour les ressources qui met en danger les mécanismes dirigés par les PA&LC. Au niveau politique, l'avenir du financement du climat et de la biodiversité est encore déterminé par les gouvernements, les grandes ONG et les organisations non PA&LC, souvent sans aucun processus de consultation. De plus, les attaques contre nos vies et nos droits territoriaux sont encore largement financées. mondial.

Nous apprécions les efforts des donateurs, des alliés stratégiques et des organisations partenaires qui ont travaillé avec nous au cours des dernières années pour changer cette situation. Nous constatons également un dialogue et un soutien accrus de la part de nos alliés stratégiques pour renforcer la sensibilisation et le plaidoyer et impliquer les décideurs. Leur soutien et leur alliance sont cruciaux pour résoudre les problèmes systémiques liés à l'architecture financière du climat et de la biodiversité, à un moment propice. Un nouvel engagement du FTFG est en cours de planification, de nouveaux fonds climatiques sont en cours d'élaboration ou d'opérationnalisation (le Fonds pour les pertes et dommages et le Fonds d'adaptation, par exemple) et la Plateforme pour soutenir les peuples autochtones et les communautés locales dans l'action climatique et forestière du Le FCLP a un plan de travail sur lequel avancer.

Il est également très important de souligner que, même dans un scénario aussi complexe, ce dont nous témoignons sur le terrain est l'épanouissement d'initiatives créatives et communautaires, basées sur les connaissances traditionnelles, les systèmes de gouvernance et les droits fonciers des PA&LC, financées par des mécanismes dirigés par les PA&LC. Les mécanismes dirigés par les PA&CL élaborent eux-mêmes des procédures de responsabilisation innovantes pour répondre simultanément aux exigences des donateurs et aux besoins des communautés, luttant ainsi pour garantir notre rôle crucial dans le maintien de la forêt, de la biodiversité et donc du monde en vie. Le **des solutions territoriales** se multiplient à travers le monde, dans une ambiance de collaboration entre les peuples autochtones, les communautés locales et les organisations d'ascendance africaine. Shandia fait partie de cet effort, travaillant côte à côte avec les mécanismes territoriaux sous notre égide.

Forum annuel Shandia 2024

Shandia organisera chaque année un forum mondial réunissant des représentants des organisations membres du GATC et de leurs mécanismes de financement territoriaux régionaux et nationaux respectifs, des fonds territoriaux partageant les mêmes idées établis par les peuples autochtones et les



communautés locales, ainsi que des donateurs clés, des alliés stratégiques et des personnes ressources.. Le Forum Shandia sera organisé en conjonction avec la New York Climate Week (NYCW), qui se déroule également simultanément avec l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), un moment politique crucial pour les acteurs des droits humains et environnementaux. En outre, la convocation du Forum à New York permet également des articulations importantes vers les

conventions des Nations Unies, telles que la CCNUCC et la CDB - COP, garantissant que les discussions menées lors de l'événement peuvent également être prises en compte dans les décisions politiques prises sur les négociations ultérieures.

Ceci considéré, nos principaux objectifs avec le Shandia Forum 2024 sont :

- i) Approfondir le consensus politique sur le manque de ressources destinées aux PA&LC, en discutant de la nature réparatrice du financement climatique et de son lien nécessaire avec le financement direct, les droits territoriaux et la gouvernance des PA&LC ;
- ii) Établir des engagements politiques avec les donateurs pour donner la priorité au financement direct et au leadership des PA&LC dans les décisions concernant les flux financiers ;
- iii) Présenter ce que la plateforme Shandia a construit depuis sa création, apportant du concret à notre travail.

Résultats attendus fdu Forum inclure:

- 1) Les progrès des mécanismes territoriaux sous l'égide de Shandia ont été présentés, facilitant de nouveaux financements ;
- 2) Les deux nouveaux mécanismes sous l'égide de Shandia ont été rendus visibles, mis en réseau avec les donateurs pour lancer leur travail ;
- 3) Le rôle crucial de la Plateforme Shandia s'est consolidé en tant que : promoteur de l'échange de connaissances entre mécanismes, articulateur de divers peuples des forêts tropicales, facilitateur de nouveaux mécanismes et acteur clé dans les négociations sur le financement du climat et de la biodiversité ;
- 4) Le cadre commun de suivi des fonds destinés aux peuples autochtones, consolidé et adopté par les acteurs multilatéraux et bilatéraux et les organisations de la société civile ;
- 5) Processus de responsabilisation et d'apprentissage sur le terrain échangés entre les mécanismes ;



- 6) Systématisation des meilleures pratiques de financement centrées sur les femmes, les filles et les jeunes, en vue de la construction des meilleures pratiques des mécanismes IP&LC et des futurs documents politiques ;
- 7) Engagement à diriger le financement vers les PA&CL adopté comme priorité dans la construction du nouvel engagement FTFG ;
- 8) Le GATC est consolidé en tant qu'élément décisionnel en direction du FCLP, notamment en ce qui concerne le financement des droits territoriaux dans les pays participants.

Le Shandia Forum 2024 aura lieu pendant la New York Climate Week :

23 septembre - Vernissage, 15h - 17h

24 septembre - événement toute la journée, de 9h à 18h

26 septembre - Atelier Paris Roadmap Tracking of Funds, 9h - 13h